

Extrait de l'Acte final

Textes adoptés par
la Quatorzième session¹

Texts adopted by
the Fourteenth Session¹

B La Décision suivante relative aux ventes aux consommateurs:

La Quatorzième session,

Ayant élaboré les articles reproduits ci-dessous, est convenue qu'il importe d'éviter dans la mesure du possible que ces articles soient remis en discussion;

Ayant décidé de porter à l'ordre du jour des travaux futurs de la Conférence de La Haye la révision de la *Convention du 15 Juin 1955 sur la loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels*, estime qu'il appartient aux négociateurs chargés de cette révision de se prononcer sur l'alternative suivante:

B The following Decision concerning consumer sales –

The Fourteenth Session,

Having prepared the articles set forth below, has agreed on the importance of avoiding, so far as possible, any further debate on these articles;

Having placed on the agenda of future work for the Hague Conference the revision of the *Convention of 15th June 1955 on the law applicable to international sales of goods*, decides that those involved in the negotiation of this revision should determine whether –

¹ Extrait de l'Acte final de la Quatorzième session, signé le 25 octobre 1980; pour le texte complet de l'Acte final, voir *Actes et documents de la Quatorzième Session (1980)*, tome 1, *Matières diverses*, *supra*, p. 1-27.

¹ Extract from the Final Act of the Fourteenth Session, signed on the 25th October 1980; for the complete text of the Final Act, see *Acts and Documents of the Fourteenth Session (1980)*. Book 1, *Miscellaneous matters*, *supra*, p. 1-27.

- incorporer les articles ci-après reproduits dans la nouvelle convention générale sur la vente,
- faire de ces articles l'objet d'une convention indépendante sur la loi applicable aux ventes aux consommateurs,

et adopte les articles suivants :

[CONVENTION] SUR LA LOI APPLICABLE A CERTAINES VENTES AUX CONSOMMATEURS

Article premier

La présente Convention est applicable à certains contrats de vente à caractère international de marchandises, achetées principalement pour un usage personnel, familial ou domestique, lorsque le vendeur agit dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, et qu'il a, à un moment quelconque avant la conclusion du contrat, su ou dû savoir que ces marchandises étaient achetées principalement pour un tel usage.

La seule déclaration des parties relative à l'application d'une loi ou à la compétence d'un juge ou d'un arbitre ne suffit pas à donner au contrat de vente un caractère international.

Pour l'application de la présente Convention sont assimilés aux ventes les contrats de fourniture de marchandises à fabriquer ou à produire, lorsque la partie qui s'oblige à livrer doit fournir une part importante des matières premières nécessaires.

Article 2

Aux fins de la présente Convention, la personne qui achète des marchandises principalement pour un usage personnel, familial ou domestique est appelée le consommateur.

Article 3

Il incombe au vendeur d'apporter la preuve qu'il n'a pas su ou dû savoir que les marchandises ont été achetées principalement pour un usage personnel, familial ou domestique.

Article 4

La Convention ne s'applique pas aux :

- a* ventes aux enchères ;
- b* ventes sur saisie ou par autorité de justice ;
- c* ventes de valeurs mobilières, d'effets de commerce ou de monnaie ;
- d* ventes réalisées dans un marché de bourse.

Article 5

La Convention ne s'applique que dans les cas suivants :

- 1 les pourparlers en vue de la vente ont été principalement menés dans le pays où le consommateur avait alors sa résidence habituelle et ce dernier a accompli dans ce pays les actes nécessaires à la conclusion du contrat ;
- 2 le vendeur, son représentant, agent ou commis voyageur a reçu la commande dans le pays où le consommateur avait alors sa résidence habituelle ;
- 3 la commande a été précédée d'une proposition spécialement adressée au consommateur dans le pays de sa résidence habituelle, ou bien de toute forme de publicité ou de prospection commerciale, entreprise dans ce pays

- to include the articles set forth below in the new general convention on sales, or

- to make these articles the subject-matter of a separate convention on the law applicable to consumer sales,

and adopts the following articles –

[CONVENTION] ON THE LAW APPLICABLE TO CERTAIN CONSUMER SALES

Article 1

This Convention shall apply to certain contracts for the international sale of goods bought primarily for personal, family or household use, where the seller acts in the course of his business or profession and where at any time before the contract was entered into, he knew or ought to have known that the goods were being bought primarily for any such use.

The declaration of the parties relative to choice of law or the jurisdiction of a court or arbitrator is not by itself sufficient to confer upon a contract of sale an international character.

For the purpose of this Convention, contracts to supply goods to be manufactured or produced shall be considered as contracts of sale, provided that the supplier is to furnish a substantial part of the necessary materials.

Article 2

For the purpose of this Convention, a person who buys goods primarily for a personal, family or household use, is hereinafter referred to as the consumer.

Article 3

It is for the seller to show that he neither knew nor ought to have known that the goods were being bought primarily for personal, family or household use.

Article 4

The Convention shall not apply to sales –

- a* by auction ;
- b* by way of execution or otherwise by authority of law ;
- c* of stocks, shares, investment securities, negotiable instruments or money ;
- d* on commodity or other exchanges.

Article 5

The Convention shall apply only in the following cases –

- 1 the negotiations for the sale were conducted mainly in the country in which the consumer then had his habitual residence and the consumer there took the steps necessary on his part for the conclusion of the contract ;
- 2 the seller or his representative, agent or commercial traveller received the order in the country in which the consumer then had his habitual residence ;
- 3 the order was preceded by a specific invitation addressed to the consumer in the country of his habitual residence, or by advertising or other marketing activities undertaken in, or directed to, that country, and the con-

ou dirigée vers celui-ci, et le consommateur a accompli dans ce pays les actes nécessaires à la conclusion du contrat;

4 le consommateur s'est rendu dans un pays étranger à partir du pays de sa résidence habituelle et y a passé la commande, à la condition que le voyage ait été directement ou indirectement organisé par le vendeur dans le but d'inciter le consommateur à un achat.

Article 6

La loi interne choisie par les parties régit les contrats visés par la Convention. Néanmoins, le choix des parties ne peut en aucun cas priver le consommateur de la protection que lui accordent les dispositions impératives de la loi interne du pays de sa résidence habituelle au moment de la commande.

La loi choisie doit faire l'objet d'une désignation expresse et par écrit.

Les conditions relatives à l'existence, à la validité et à la forme du consentement des parties quant au choix de la loi applicable sont régies par la loi interne du pays de la résidence habituelle du consommateur au moment de la commande.

Article 7

A défaut de loi déclarée applicable par les parties, la loi interne du pays de la résidence habituelle du consommateur au moment de la commande régit les contrats visés par la Convention.

Article 8

La loi applicable au contrat en vertu des articles 6, alinéa premier, ou 7 régit notamment:

- a sa forme;
- b son existence et sa validité;
- c son interprétation;
- d les conséquences de sa nullité;
- e les conséquences de son inexécution, y compris l'évaluation du dommage; néanmoins, le juge n'est pas tenu d'ordonner une réparation qu'il n'accorderait pas selon sa propre loi dans une situation semblable.

Article 9

Les articles 6 et 7 ne régissent pas:

- a la capacité des parties;
- b les effets du contrat à l'égard de toute personne autre que les parties.

Article 10

L'application d'une loi déterminée par la Convention ne peut être écartée que si cette application est manifestement incompatible avec l'ordre public.

sumer there took the steps necessary on his part for the conclusion of the contract;

4 the consumer travelled from the country of his habitual residence to another country and there gave his order, provided that the consumer's journey was directly or indirectly arranged by the seller for the purpose of inducing the consumer to buy.

Article 6

The internal law chosen by the parties shall govern a contract to which the Convention applies. However, a choice of law made by the parties shall in no case deprive the consumer of the protection afforded by the mandatory rules of the internal law of the country in which he had his habitual residence at the time the order was given.

The choice of law must be express and in writing.

Questions relating to the existence, validity and form of the consent of the parties to the choice of law shall be determined in accordance with the internal law of the country in which the consumer had his habitual residence at the time the order was given.

Article 7

In the absence of a choice of law by the parties, the internal law of the country in which the consumer had his habitual residence at the time the order was given shall govern a contract to which the Convention applies.

Article 8

The law applicable to a contract pursuant to Article 6, paragraph 1, or Article 7 shall govern in particular –

- a the form of the contract;
- b the existence and validity of the contract;
- c the interpretation of the contract;
- d the consequences of the invalidity of the contract;
- e the consequences of non-performance of the contract, including the assessment of damages; however, a court need not give relief that would not be given under its own law in a similar case.

Article 9

Articles 6 and 7 shall not apply to –

- a the capacity of the parties;
- b the effects of the contract as regards any person other than the parties.

Article 10

The application of a law specified by the Convention may be refused only where such application would be manifestly incompatible with public policy (*ordre public*).